

Annexe 1 : Présentation de l'Initiative P-CBA proposée

La proposition en cours d'élaboration vise l'amélioration des capacités des Membres à analyser les politiques, les projets et leurs impacts.

Les actions devant être menées auprès des gouvernements membres s'articulent autour de deux grands axes.

L'axe 1 vise l'amélioration des capacités en matière d'analyse coûts-avantages au niveau des projets :

- i. Formation assurée par un établissement éducatif classique (tel que l'Université du Pacifique Sud [USP]).
- ii. Actions de formation et séances de planification organisées sous forme d'ateliers dans les pays océaniques intéressés.
- iii. Apprentissage par la pratique reposant sur le mentorat des fonctionnaires lors de la réalisation de l'analyse coûts-avantages d'un projet.
- iv. Diffusion des résultats pour favoriser une prise de décision informée.

L'axe 2 vise des secteurs nationaux spécifiques pour orienter les mesures d'adaptation :

- i. Identification de trois ou quatre pays pilotes et cas sectoriels.
- ii. Formation et planification dans les pays pilotes.
- iii. Apprentissage par la pratique reposant sur l'évaluation des aspects économiques d'un secteur donné (l'eau par exemple) et des impacts du changement climatique et des risques de catastrophe sur ce secteur.
- iv. Diffusion des résultats pour favoriser une prise de décision informée.
- v. Création d'un cours de formation dans un établissement d'enseignement supérieur. Des cours de brève durée seront préparés à partir des études de cas pilotes ; ils seront destinés à des étudiants et des agents techniques de la fonction publique.

Il est prévu que les activités de renforcement des capacités soient essentiellement menées dans les pays sous la forme d'actions de formation et de mentorat et soient étayées par des réunions régionales et des forums en ligne visant le partage des enseignements et expériences. Le recours à un établissement éducatif régional contribuera à la viabilité à long terme du programme de formation.

Ce programme devrait permettre aux pays insulaires océaniques de :

- Réaliser et utiliser systématiquement l'analyse coûts-avantages aux niveaux des projets et des secteurs ;
- Intégrer le changement climatique et les risques de catastrophe dans les processus d'analyse coûts-avantages aux niveaux des projets et des secteurs ;
- Accroître l'utilisation de l'analyse coûts-avantages dans les processus gouvernementaux de budgétisation, de planification et de décision en accordant une plus grande attention au changement climatique et aux risques de catastrophe ;
- Améliorer les évaluations réalisées avant et après les projets, ce qui devrait faciliter l'accès des pays insulaires océaniques aux mécanismes existants et futurs de financement de l'action climatique.